



RAPPORT DE GESTION 2012



Autorités, direction et personnel.....	2
Rapport annuel 2012 : le message du Conseil d'administration	3-4
Rapport de gestion 2012.....	5-6
Compte de Profits et Pertes 2012.....	7-8
Récapitulation.....	9
Bilan au 31 décembre 2012	10
Rapport de l'organe de révision	11
Evolution du capital assuré, des primes, des sinistres et de la prévention des dommages	12
Capital assuré, primes et dommages	13
Dommages dus au feu	14
Grands dommages causés par le feu	14
Statistiques des sinistres dus au feu	15
Dommages dus aux éléments de la nature	16
Statistiques des sinistres dus aux éléments de la nature.....	17
Prévention incendie et dangers naturels.....	18
Lutte contre le feu (SIS)	19
Dépenses pour la prévention et la lutte contre l'incendie.....	20
Contributions des assureurs privés	21
Tableau récapitulatif général	22
Fonds des contributions fédérales pour interventions sur l'A16	23
Enquête de satisfaction.....	25

Établissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention

2350 Saignelégier, rue de la Gare 14, case postale 371
Tél. 032 952 18 40, fax 032 951 23 73
info@eca-jura.ch, www.eca-jura.ch

E C A • j U R A
ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION



Conseil d'administration

Président :

M. le Ministre Charles Juillard,
Chef du Département des Finances, de la Justice et de la Police

Vice-président :

Jean-Marie Beuchat, électricien dip. féd., Courroux

Membres :

Jean-François Kohler, notaire, Courgenay, **Anne Roy**, paysanne, Porrentruy,
Claude Schlüchter, technicien, Delémont

Commission financière

Jean-François Kohler (Président), **Jean-Marie Beuchat**,
François-Xavier Boillat, **Gérard Queloz**

Organe de contrôle

Fiduciaire :

Fiduconsult Jura SA, Saignelégier

Vérificateurs :

Thierry Paratte, Les Breuleux, **Philippe Tardy**, Porrentruy

Vérificateurs suppléants :

Michel Bouele, Delémont, **Benoît Bouverat**, Saignelégier

Direction

Directeur :

François-Xavier Boillat, Saignelégier

Prévention et lutte contre les dommages

Monique Paupe, experte en protection incendie et dangers naturels, cheffe de division,
Marc Braillard, secrétaire responsable, **Daïana Hirschi**, secrétaire, **Jean Kittel**, expert en protection incendie, **Eric Schaller**, expert en protection incendie, **Charles Sester**, inspecteur cantonal des SIS

Estimations et sinistres

Experts :

Marco Vermeille, chef de division, **Nicolas Greppin**

Assurance :

Florence Donzé

Secrétariat :

Sylvie Gehriger, **Noémie Hulmann**, **Patricia Panizza**

Comptabilité et ressources humaines

Gérard Queloz, vice-directeur et chef de division, **Nadia Guichard**, **Céline Liechti**

Apprenti(e)s :

Mélanie Donzé (→ 31.07.2012), **Léa Faivet**, **Audrey Boillat**, **Amélie Donzé** (dès le 01.08.2012)

Estimateurs

District de Delémont :

Francis Boivin, Delémont (→ 31.12.2012), **Jean-Louis Borer**, Saulcy, **Bertrand Bron**, Delémont,
Pascal Burri, Soyhières (→ 31.12.2012), **Ramon Jaquet**, Delémont (dès le 01.01.2012),
Rudolf Schlumpf, Courrendlin

District de Porrentruy :

Pascal Henzelin, Porrentruy, **Aurelio Iovine**, Grandfontaine,
Vincent Siegenthaler, Porrentruy (dès le 01.01.2012), **Frédéric Ramseyer**, Courtedoux

District des Franches-Montagnes :

Nicolas Gogniat, Lajoux, **Olivier Gogniat**, Saignelégier

Expert installations thermiques

Georges Queloz, Courrendlin

Expert installations techniques

Gabriel Bilat, Les Bois



2012 : TRÈS IMPORTANTS DÉGÂTS CAUSÉS PAR LE FEU !

L'année 2011, qui avait été qualifiée de normale, précède un exercice 2012 dont les résultats sont péjorés par de nombreux grands sinistres causés par le feu. Le coût global des sinistres « feu » se situe plus de 20 % au-dessus de la moyenne, provoquant ainsi de fâcheuses retombées sur le compte de fonctionnement du domaine de l'assurance. Les chiffres parlent d'eux-mêmes avec 267 sinistres représentant une dépense totale de plus de 5'250'000 francs. Le détail des grands sinistres figurant en page 14 explicite clairement que le cours des dommages ayant pour origine le feu dépend dans une très large mesure des quelques sinistres les plus importants.

Quant aux sinistres dus aux éléments de la nature, ils se situent parfaitement dans la moyenne avec 1049 dossiers pour un coût présumé de 2'200'000 francs. La grêle s'est rappelée à notre bon souvenir les 30 juin et 29 août, particulièrement sur les villages de Courgenay et Alle. Elle aura grevé le compte de fonctionnement à hauteur de plus de 1'870'000 francs à elle seule. Malgré des dommages dus aux éléments de la nature demeurés dans la moyenne l'an passé, le risque d'un événement majeur demeure une préoccupation, non seulement au niveau cantonal, mais également en Suisse ou même en Europe. A cet effet, les fonds de réserves pour dommages dus aux éléments de la nature doivent être alimentés régulièrement afin de faire face, le cas échéant, à un nombre de sinistres extraordinaire.

Comme pour compenser les trop nombreux sinistres dus au feu, l'année boursière 2012 a été favorable. Nous enregistrons une performance de nos titres et placements de capitaux de plus de 6 %. Ce remarquable résultat contraste avec les rendements mitigés des deux exercices précédents. En tenant compte du fait que nous devons disposer en permanence d'importantes liquidités permettant de faire face au paiement rapide de sinistres de grande ampleur, nous pouvons nous réjouir des rendements atteints en 2012.

Le résultat global consolidé permet au Conseil d'administration d'attribuer 1'000'000 de francs à la provision pour différence de cours sur titres, 2'000'000 de francs à la réserve pour dommages dus aux éléments, 950'000 francs à la réserve pour subventionnement de grands projets et 500'000 francs au fonds d'entretien des immeubles.

Le résultat mitigé du domaine de l'assurance n'a malheureusement pas permis au Conseil d'administration d'accorder un rabais sur les primes d'assurance de base en 2013.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'année 2012, le Conseil d'administration a tenu cinq séances au cours desquelles il s'est penché sur les dossiers relevant de sa compétence en prenant notamment des décisions d'ordre stratégique pour la bonne marche de l'établissement. D'importants subsides aux corps de sapeurs-pompiers jurassiens et aux deux Centres de Renfort de Delémont et Porrentruy ont été alloués tout comme des subventions aux communes jurassiennes dans le cadre de construction ou d'assainissement d'installations de réseaux d'eau potable.

Lors de la séance du 9 février le Conseil d'administration a avalisé une demande de subvention pour le remplacement de conduites et hydrants dans la commune de Porrentruy.

Dans sa séance du 19 avril, il a accepté la demande de subside pour le remplacement de conduite et d'hydrants dans la commune de Glovelier. Il a également répondu à la consultation de l'Union intercantonale de réassurance portant sur la couverture future de la communauté intercantonale des risques éléments naturels.

C'est au cours de la séance du 27 août que le CA a accepté des promesses de subventions pour l'assainissement d'une conduite d'eau potable aux Enfers, pour le remplacement d'une conduite d'eau à Bassecourt ou encore pour la construction d'une conduite de transport entre Berlincourt et Bassecourt, ainsi que pour la création d'une alimentation de secours du réseau d'eau de Glovelier par connexion au réseau d'eau de Bassecourt. Le Centre de Renfort de Delémont s'est vu octroyer des subsides pour le remplacement d'un véhicule de transport et pour l'achat de deux remorques pour la lutte contre les inondations. Les demandes du SIS de Basse-Allaine concernant le changement de deux véhicules de transport et celle du SIS 6/12 pour le remplacement d'un fourgon tonne-pompe et la délocalisation d'un véhicule de première intervention ont été acceptées lors de cette même séance. Enfin un nouveau contrat de réassurance avec l'UIR (Union intercantonale de réassurance) a également été ratifié.

Le 18 octobre, le Conseil d'administration a octroyé des subventions aux communes des Bois pour l'extension de son réseau d'eau, de Basse-Allaine pour l'installation de conduites de liaison entre les villages de Courtemaîche, Montignez et Buix, et de Boncourt en vue de la construction d'un réservoir pour la défense incendie. Il a également ratifié une demande d'augmentation de capital en faveur de Thermoréseau-Porrentruy SA dans le cadre de la construction d'une nouvelle centrale de chauffe Sur Roche-de-Mars à Porrentruy. Enfin, sur demande de l'Association des Etablissements cantonaux d'assurance incendie, il a pris connaissance et signé le code de conduite des ECA pour la période 2012 à 2016.

Lors de la dernière séance du 7 décembre, il a accepté la demande de subventions de la commune de Develier pour l'extension du réseau et le remplacement de conduites ainsi qu'une demande de subside pour la pose d'une installation de sprinkler pour un bâtiment à Chevenez. Il a ratifié, avec le Gouvernement jurassien, la nouvelle convention relative à la gestion des services de protection de l'autoroute A16 et à la prise en charge de leurs frais d'investissement et d'exploitation. Cette dernière est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013. Enfin, grâce à un cours de dommages favorable durant une période d'essai de trois ans, le CA a décidé de ne plus facturer, à l'avenir, de surprime particulière pour les installations de panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques.

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION FINANCIÈRE

Sous la présidence de M^e Jean-François Kohler, la commission financière a tenu deux séances en 2012. Composée d'un second administrateur, du directeur et du gestionnaire comptable, elle s'est notamment entretenue avec les représentants des différentes banques afin d'analyser l'évolution des mandats et de se tenir au courant de la situation économique et bancaire. Ainsi, elle a été en mesure d'informer le Conseil d'administration de manière ponctuelle et précise dans le domaine des placements ou dans celui des finances de l'ECA JURA. La politique de placement, bien spécifique à notre sphère d'activités,



doit naturellement tenir compte d'une volonté de performance en relation à une volatilité acceptable, mais encore et surtout des besoins imprévisibles de liquidités consécutifs à la survenance de grands et nombreux sinistres comme ce fut le cas à de nombreuses reprises déjà, en particulier lors de l'exercice sous revue.

FOIRE DU JURA

Invité d'honneur de l'édition 2012 de la Foire du Jura, l'ECA JURA, en collaboration avec la Société des sapeurs-pompiers jurassiens, s'est présenté aux nombreux visiteurs en axant le stand sur la prévention des dommages. Le concours auquel ont pris part plus de 3'000 visiteurs aura permis à tous les participants de s'informer au sujet des bons réflexes à adopter face à certains risques particuliers. Véritable attraction du stand, la simulation d'un feu de casserole a rencontré un vif succès et de nombreux volontaires ont ainsi pu s'exercer à éteindre un début d'incendie.

RÉSULTATS 2012

Le résultat consolidé des trois secteurs «assurance», «prévention et lutte contre les dommages» et «finances» boucle favorablement, uniquement grâce au secteur «finances» qui dégage, à lui seul, un bénéfice brut de plus de 5 millions de francs.

Le secteur «assurance» accuse une perte de presque 200'000 francs principalement liée aux importants dommages causés par le feu qui auront coûté 5,25 millions de francs. Quant au domaine de la «prévention et lutte contre les dommages», il boucle avec un déficit brut de plus de 300'000 francs avant les opérations de prélèvement sur les fonds ou réserves et les attributions provenant du résultat du secteur «finances». Ce secteur «prévention et lutte contre les dommages» doit impérativement s'autofinancer, faute de quoi le taux de prime qui lui est affecté, actuellement fixé à 0,19%, devrait être augmenté afin d'en équilibrer les résultats.

Après différentes écritures au bilan, dont principalement une attribution d'un million de francs à la «Provision pour différence de cours sur titres», 2'000'000 de francs à la «Réserve pour dommages dus aux éléments», 950'000 francs à la «Réserve subventionnement de grands projets» et 500'000 francs au «Fonds d'entretien des immeubles», le résultat consolidé des comptes 2012 de l'ECA JURA présente un bénéfice net de 63'181.52 francs.

CONCLUSION ET REMERCIEMENTS

Le Conseil d'administration tient à remercier la direction et les collaboratrices et collaborateurs de l'ECA JURA pour leur engagement au service des assurés. Il remercie également les spécialistes externes à l'établissement - estimateurs, experts - qui collaborent étroitement avec l'ECA JURA dans le cadre des activités liées aux domaines de l'assurance ou de la prévention des incendies et des dangers naturels.

Il adresse des remerciements particuliers aux maîtres ramoneurs et à leur personnel, au service de la protection de la population et de la sécurité, à la police cantonale et à son service d'identification judiciaire dont l'étroite collaboration avec l'ECA garantit une sécurité accrue pour les bâtiments, mais surtout pour leurs occupants. Les communes jurassiennes et de nombreux services de l'Etat figurent également parmi nos alliés appréciés de longue date. Grâce à leur efficace et fidèle collaboration, nous sommes en mesure de remplir notre mission de manière efficiente, tout particulièrement dans le domaine de la fixation et du contrôle des mesures de prévention et de lutte contre l'incendie et les dommages naturels.

Les sapeurs-pompiers jurassiens, avec à leur tête les inspecteurs, experts, instructeurs et commandants, dont l'engagement sans faille mérite toute notre reconnaissance, se mettent à disposition de la collectivité jurassienne 365 jours par année pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Et lorsqu'on parle de leur disponibilité légendaire, on notera l'intervention du SIS de la Haute-Sorne et du Centre de Renfort de Delémont pour un incendie de bâtiment la nuit de Saint-Sylvestre! Le sens aigu de l'investissement en faveur de la collectivité fait des sapeurs-pompiers jurassiens des acteurs indispensables et appréciés de tous. Qu'ils en soient sincèrement remerciés, au même titre que les centres de renfort des communes de Tramelan et de La Chaux-de-Fonds dont l'expérience et la disponibilité sont saluées à chaque intervention!

Grâce à l'engagement de l'ensemble des personnes précitées, à la bonne santé de l'institution et à une gestion rigoureuse de l'établissement, les assurés de l'ECA JURA peuvent voir l'avenir avec optimisme.

Au nom du Conseil d'administration de l'ECA JURA

Le Président :

Charles Juillard
Ministre

Le Secrétaire :

François-Xavier Boillat
Directeur

E C A • J U R A
ÉTABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE
IMMOBILIÈRE ET DE PRÉVENTION



2012: LES SINISTRES CAUSÉS PAR LE FEU FONT DE GROS DÉGÂTS !

Après une fin d'année 2011 marquée par l'ouragan Joachim, les éléments se sont à nouveau déchaînés dans les premiers jours de 2012 avec Andrea qui a frappé notre région, mais dans une moindre mesure touchant quelque 200 bâtiments sur son passage. Alors que le calme était revenu, la grêle est venue jouer les trouble-fête en juin s'abattant principalement sur l'Ajoie et causant pour 1,871 million de dommages à travers 777 cas recensés. En outre, le feu a également fait des ravages dans notre canton en 2012 avec 20 grands sinistres de plus de 20'000 francs engendrant pour 5,024 millions de francs de dégâts. Au final, ce sont 267 cas de feu qui ont été enregistrés pour un total de 5,250 millions de francs, ce qui est bien supérieur à la moyenne de 4,304 millions de francs.

Sinistres dus aux éléments de la nature

Avec 1049 sinistres pour l'ensemble de l'année 2012, causant pour 2'200'000 francs de dégâts, les éléments de la nature se situent en-dessous de la moyenne et le coût par sinistre s'est avéré peu important.

Les causes de dommages sont les suivantes :

- Vent : 222 sinistres représentant 242'430 francs
- Grêle : 777 sinistres représentant 1'871'900 francs
- Hautes eaux : 28 sinistres représentant 42'380 francs
- Poids de la neige : 22 cas représentant 43'290 francs

A eux seuls, les sinistres dus à la grêle représentent 74 % des sinistres enregistrés en cours d'année. Si l'on sait que le coût moyen des sinistres causés par les éléments de la nature est de 2500 francs environ, on constate qu'avec un peu plus de 2'000 francs, la moyenne 2012 est bien plus basse. Au final, l'année qui vient de s'écouler s'inscrit dans une année « normale » en matière de sinistralité pour les éléments de la nature.

Sinistres dus au feu

En 2012, l'année a été marquée par 20 grands cas de sinistres qui ont engendré des coûts pour 5'024'000 francs. Si, en 2011, la négligence constituait une grande partie des sinistres de plus de 20'000 francs, en 2012, on constate que de nombreuses causes de sinistres n'ont pas pu être élucidées par la police. En comparaison aux années antérieures, le montant total des sinistres feu est supérieur à la moyenne de quelques 900'000 francs et se monte à 5'250'000 francs.

Indice d'assurance

Après avoir connu une certaine stabilité, l'indice d'assurance ECA est passé de 130 à 135 au 1^{er} janvier 2012 et ce, en raison de l'augmentation des prix de la construction et pour coller à l'indice zurichois, indice sur lequel notre établissement se base depuis sa création. Dès lors, tous les bâtiments du Jura ont vu leur somme assurée adaptée à cette nouvelle situation, à l'exception des bâtiments assurés en somme fixe.

Estimation des bâtiments

L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention a procédé à 2399 estimations de bâtiments (2786 en 2011) qui se répartissent comme suit :

- 1060 estimations sur demande de propriétaires, dont 382 de nouveaux bâtiments
- 1339 estimations (2011 : 1817) dans le cadre de la révision générale des bâtiments n'ayant plus été estimés depuis 1999, 2000 et 2001. Bien que le nombre de révisions ait été quelque peu plus bas que l'année 2011, le tournus des révisions fixé à 12 ans a pu être maintenu.

Capital assuré

L'estimation des bâtiments nouvellement construits et la révision des sommes assurées des bâtiments transformés ou qui n'avaient plus été estimés depuis 1999, ont provoqué une augmentation du capital assuré de 1'177'554'610 francs, qui a passé de 20'792'879'590 francs (y compris 657'527'700 francs d'assurances travaux en cours au 31 décembre 2011 à 21'970'434'200 francs (y compris 793'530'000 francs d'assurances travaux en cours) au 31 décembre 2012.

Bâtiments assurés

Le nombre de bâtiments assurés a passé de 35'398 au 1^{er} janvier 2012 à 35'718 au 31 décembre 2012, soit une augmentation de 320 bâtiments pour l'année. Si l'on tient compte du fait que 62 bâtiments ont été radiés pour cause de démolition ou d'exclusion, vu leur état de délabrement, le nombre de nouveaux bâtiments se monte à 382, soit une légère augmentation par rapport à l'exercice précédent.

Taux de primes

Pour 2012, les taux de prime de base ont été maintenus à 0.38 ‰ pour les bâtiments massifs et 0.57 ‰ pour les bâtiments non massifs (+ 0.19 ‰ pour la prévention et la lutte contre les dommages). Lors de cet exercice, un rabais de 10 % sur le taux de prime de base a pu être accordé sur les primes 2012 et ce, au vu des bons résultats de 2011.

Résultats financiers de l'exercice 2012

Le secteur «assurance», enregistre 14'121'495.73 francs de produits, dont 7751 francs proviennent de la dissolution de la «réserve spéciale pour la CIRE», 18'270 francs provenant de la dissolution partielle de la «réserve pour dommages éléments en suspens». Ce secteur présente des charges de 13'822'889.09 francs avant amortissements et attributions diverses. Le secteur «assurance» dégage un bénéfice brut d'exploitation de 298'606.64 francs. Après différents amortissements pour le mobilier, l'informatique et les immeubles pour un montant de 283'724.55 francs, il boucle avec un excédent de dépenses de 198'324.51 francs, après attribution de 257'112.90 francs à la réserve pour dommages dus au feu et l'encaissement de 43'906.30 francs d'autres produits.

Le secteur «prévention et lutte contre les dommages», avec 4'423'439.21 francs de recettes et 5'523'134.40 francs de charges, génère un déficit initial comptable de 1'099'695.19 francs. Afin de compenser cet excédent de charges, nous avons dissous la «réserve pour subventionnement de grands projets» de 269'156.15 francs (numérisation de réseaux d'eau, cartographie des dangers naturels, projet «hydrants») et la «réserve prévention et lutte contre les dommages» de 302'674.04 francs (équipements pour les SIS). Ce secteur devant s'autofinancer, son résultat est donc à zéro.

Le secteur «financier», avec des recettes de 6'634'871.19 francs, présente des charges de 2'230'691.12 francs, après réattribution de 1'000'000 de francs à la provision de différence de cours sur titres. Avec des attributions de 2'000'000 de francs à la réserve pour dommages dus aux éléments, 950'000 francs à la réserve pour subventionnement de grands projets, 692'674.04 francs à la prévention et lutte contre les dommages et 500'000 francs au fonds d'entretien des immeubles, ce secteur génère finalement un bénéfice net de 261'506.03 francs.

Résultat global consolidé

Le bénéfice net consolidé des trois secteurs est de 63'181.52 francs.

Fonds de réserve et provisions

Le fonds de réserve légal a été approvisionné en 2012 par le versement intégral du bénéfice 2011 de 45'454.66 francs. Il a été diminué de 1'623'000 francs qui ont été transférés à la «Réserve pour CIRE». Au 31 décembre 2012, la «réserve légale» se monte à 45'612'329.51 francs.

La «réserve pour la prévention et la lutte contre les dommages» se monte à 4'993'843.50 francs, après dissolution de 302'674.04 francs (subventions aux SIS) et réattribution du même montant.

La «réserve pour dommages dus aux éléments» se monte à 8'000'000 de francs au 31.12.2012 après attribution de 2'000'000 de francs.

La réserve spéciale CIRE, suite à la dissolution partielle de 7'751 francs pour paiement de prestations ou diminution de nos obligations, se monte à 416'089 francs au 31.12.2012.

La provision pour différence de cours sur titres se monte à 12'250'000 francs au 31.12.2012, en augmentation d'un million de francs par rapport à l'année précédente.

Fonds de réserve bloqués

La réserve pour CIRE (Communauté intercantonale pour les risques éléments naturels) a été augmentée de 1'623'000 francs pour se monter à 6'923'000 francs au 31.12.2012 (nouveau montant statutairement exigible). Ce montant de 1'623'000 francs a été transféré de la réserve légale à la réserve pour CIRE.

Pool Suisse pour la couverture des dommages sismiques

Les règles du Pool Suisse pour la couverture des dommages sismiques stipulent que les établissements cantonaux d'assurance immobilière constituent des réserves adéquates permettant une indemnisation volontaire, à des conditions bien précises, du risque tremblement de terre. L'ECA JURA possède un fonds bloqué de 3'081'387.78 francs à cet effet.

Enquête de satisfaction

Dans le cadre de la liquidation des sinistres, nous avons procédé à une enquête de satisfaction auprès de nos assurés. Cette enquête ne doit pas être considérée comme scientifique. Toutefois, les informations reçues de nos assurés ont été analysées dans le détail afin de mieux encore répondre à l'attente de nos propriétaires de bâtiments. Pour le détail de l'enquête, nous vous renvoyons aux pages 25 à 28 de notre rapport de gestion.

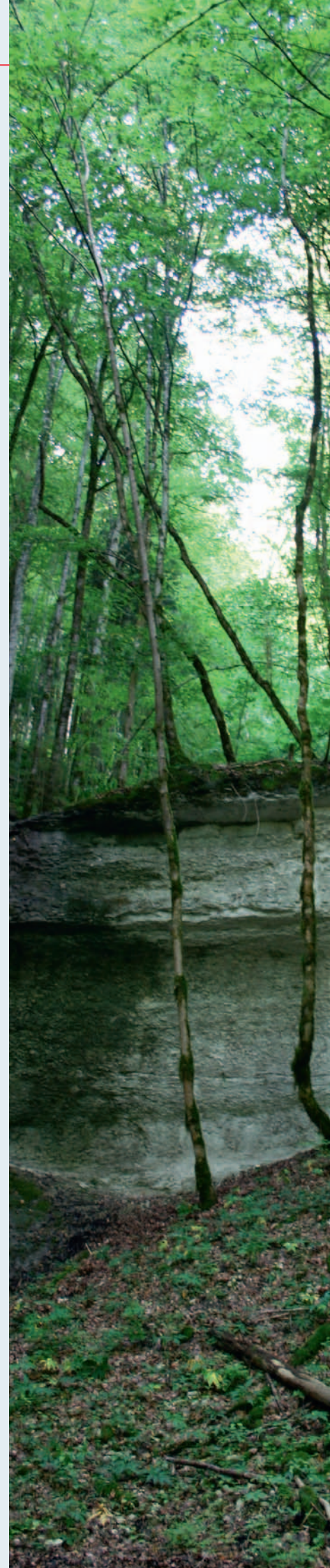


ACTIVITÉ D'ASSURANCE	2012	2011
	CHF	CHF
Produits d'assurance		
Primes	11'231'584.73	10'712'890.59
Réassurance	152'000.00	20'297.00
Dissolution réserve pour CIRE	-	50'000.00
Dissolution réserve spéciale pour CIRE	7'751.00	24'089.00
Dissolution fonds de garantie Pool Suisse	-	60'269.00
Dissolution provision pour dommages éléments en suspens	18'270.00	326'703.00
Dissolution provision pour dommages feu en suspens	-	280'720.00
Dissolution de la réserve légale	1'623'000.00	-
Dissolution provision rabais sur primes	900'000.00	855'000.00
Recours sur dommages	188'890.00	-
PRODUITS D'ASSURANCE	14'121'495.73	12'329'968.59
Charges d'exploitation		
Dommages :		
- feu	-5'250'000.00	-2'680'000.00
- éléments	-2'200'000.00	-2'750'000.00
Frais de recours sur dommages	-2'510.80	-183.00
Réassurance	-2'153'650.00	-2'306'960.00
Participation à CIRE	-7'751.00	-24'089.00
Frais d'administration	-1'656'256.04	-1'611'623.38
Attribution au fonds de garantie Pool Suisse	-96'770.00	-
Attribution à la réserve CIREN	-1'623'000.00	-
Frais d'estimation	-405'951.25	-344'191.15
Contribution au Pool Suisse	-427'000.00	-266'900.00
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-13'822'889.09	-9'983'946.53
RÉSULTAT AVANT AMORTISSEMENTS, VARIATIONS DE RÉSERVES ET PROVISIONS ET AUTRES PRODUITS	298'606.64	2'346'022.06
Amortissements	-283'724.55	-287'037.50
Attribution à la provision pour rabais sur primes	-	-900'000.00
Attribution à la réserve pour grands projets	-	-170'000.00
Attribution à la provision dommages éléments	-	-1'000'000.00
Attribution à la provision pour dommages feu en suspens	-257'112.90	-
Autres produits	43'906.30	46'668.50
RÉSULTAT ACTIVITÉ D'ASSURANCE	-198'324.51	35'653.06



ACTIVITÉ PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	2012	2011
	CHF	CHF
Produits prévention et lutte contre les dommages		
Contribution des assurés	4'019'133.05	3'821'533.40
Assureurs privés	404'306.16	394'585.01
TOTAL PRODUITS PREVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	4'423'439.21	4'216'118.41
Charges d'exploitation		
Subventions pour la prévention des dommages	-283'357.10	-676'437.70
Autres charges pour la prévention des dommages	-429'087.95	-273'813.80
Contribution prévention des dommages éléments	-300'000.00	-300'000.00
Subventions pour la lutte contre les dommages	-2'761'588.10	-2'742'025.75
Autres charges pour la lutte contre les dommages	-509'412.25	-527'394.15
Frais d'administration	-1'239'689.00	-1'237'034.65
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-5'523'134.40	-5'756'706.05
RÉSULTAT AVANT VARIATION RÉSERVES ET AUTRES PRODUITS	-1'099'695.19	-1'540'587.64
Dissolution de la réserve subventionnement de grands projets (informatisation des plans de réseaux d'eau)	269'156.15	425'736.10
Dissolution de la réserve pour prévention et lutte contre les dommages (actions SIS)	302'674.04	905'134.04
Autres produits	527'865.00	209'717.50
RÉSULTAT ACTIVITÉ PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	-	-

ACTIVITÉ FINANCIÈRE	2012	2011
	CHF	CHF
Produits financiers		
Produits des titres	1'680'099.92	728'459.83
Produits non réalisés sur titres	4'439'966.27	2'704'494.82
Produit des immeubles	514'805.00	517'245.00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	6'634'871.19	3'950'199.65
Charges financières		
Pertes non réalisées sur titres	-1'230'691.12	-3'275'898.05
Attribution provision différence de cours sur titres	-1'000'000.00	-
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	-2'230'691.12	-3'275'898.05
RÉSULTAT AVANT VARIATION DE RÉSERVES	4'404'180.07	674'301.60
Attribution à la réserve pour grands projets	-950'000.00	-580'000.00
Attribution à la réserve dommages dus aux éléments	-2'000'000.00	-
Attribution au fonds d'entretien des immeubles	-500'000.00	-
Attribution à la prévention et lutte contre les dommages	-692'674.04	-84'500.00
RÉSULTAT ACTIVITÉ FINANCIÈRE	261'506.03	9'801.60



Récapitulation

COMPTES DE PROFITS ET PERTES	2012	2011
	CHF	CHF
Résultat activité d'assurance		
Total des produits	14'121'495.73	12'329'968.59
Total des charges d'exploitation	-13'822'889.09	-9'983'946.53
BÉNÉFICE ACTIVITÉ D'ASSURANCE	298'606.64	2'346'022.06
Résultat activité prévention et lutte contre les dommages		
Total des produits	4'423'439.21	4'216'118.41
Total des charges d'exploitation	-5'523'134.40	-5'756'706.05
PERTE ACTIVITÉ PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES DOMMAGES	-1'099'695.19	-1'540'587.64
Résultat activité financière		
Total des produits financiers	6'634'871.19	3'950'199.65
Total des charges financières	-2'230'691.12	-3'275'898.05
BÉNÉFICE ACTIVITÉ FINANCIÈRE	4'404'180.07	674'301.60
RÉSULTAT AVANT AMORTISSEMENTS, VARIATIONS RÉSERVES ET PROVISIONS ET AUTRES PRODUITS	3'603'091.52	1'479'736.02
Amortissements	-283'724.55	-287'037.50
Attributions aux différentes réserves	-2'500'000.00	-1'900'000.00
Transfert au domaine prévention et lutte contre les dommages	-692'674.04	-84'500.00
Dissolution réserve grands projets	269'156.15	425'736.10
Dissolution réserve prévention et lutte contre les dommages	302'674.04	905'134.04
Attribution provision dommages dus au feu	-257'112.90	-
Attribution à la réserve subventionnement de grands projets	-950'000.00	-750'000.00
Autres produits	571'771.30	256'386.00
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	63'181.52	45'454.66

Capital assuré et primes encaissées en 2012

District	Bâtiments	Somme assurée	Primes encaissées
Delémont	15'977	9'818'288'300.00	5'207'320.96
Franches-Montagnes	5'733	3'235'217'800.00	1'715'860.94
Porrentruy	14'008	8'123'398'100.00	4'308'402.83
Total	35'718	21'176'904'200.00	11'231'584.73
Nouveaux bâtiments en construction	355	393'831'000.00	
Bâtiments en transformation		399'699'000.00	
Total	36'073	21'970'434'200.00	11'231'584.73

	2012 CHF	2011 CHF
ACTIF		
ACTIF CIRCULANT		
Caisse	1'360.95	556.60
Compte de chèques postaux	268'576.60	123'731.94
Banques, comptes courants	5'176'118.40	7'372'619.04
Banque, fonds prévoyance estimateurs	6'407.85	8'784.50
Dépôts à terme	11'605'000.00	11'570'000.00
Titres et placements de capitaux	83'063'044.53	74'900'228.32
Débiteurs primes	214'483.60	161'911.05
Débiteurs divers	516'307.38	447'648.13
Union intercantonale de réassurance, quote-part sur dommages en suspens	350'640.00	383'567.00
Actifs transitoires	341'340.49	366'802.93
TOTAL ACTIF CIRCULANT	101'543'279.80	95'335'849.51
IMMOBILISATION FINANCIÈRE	3'081'387.78	3'072'185.26
IMMOBILISATIONS CORPORELLES, NET	3'557'896.80	3'830'072.30
TOTAL DE L'ACTIF	108'182'564.38	102'238'107.07
PASSIF		
FONDS ÉTRANGERS		
Fonds de prévoyance pour les estimateurs	6'407.85	8'784.50
Créanciers et passifs transitoires	791'025.57	1'131'349.10
Décomptes pour dommages en suspens, net		
- feu	5'779'976.50	3'261'731.05
- éléments	2'875'262.00	3'416'545.20
Fonds d'entretien des immeubles	771'204.80	302'172.45
TOTAL FONDS ÉTRANGERS	10'223'876.72	8'120'582.30
PROVISIONS		
Provision 25 ^e anniversaire ECA JURA	51'525.35	51'525.35
Provision pour différence de cours sur titres	12'250'000.00	11'250'000.00
Provision pour rabais sur primes	0.00	900'000.00
Provisions pour promesses de subventions	3'316'402.20	2'423'047.20
TOTAL PROVISIONS	15'617'927.55	14'624'572.55
RÉSERVES LIÉES		
Pool Suisse pour la couverture des dommages sismiques	3'081'387.78	3'072'185.26
Fonds de garantie Pool Suisse	6'737'003.00	6'640'233.00
Réserve pour CIRE	6'923'000.00	5'300'000.00
Réserve spéciale CIRE	416'089.00	423'840.00
Réserve pour prévention et lutte contre les dommages	4'993'843.50	4'993'843.50
Réserve pour dommages dus aux éléments	8'000'000.00	6'000'000.00
Réserve légale	45'612'329.51	47'189'874.85
TOTAL RÉSERVES LIEES	75'763'652.79	73'619'976.61
RÉSERVES LIBRES		
Réserve subventionnement de grands projets	5'013'925.80	4'327'520.95
Réserve mesures contre inondations	1'500'000.00	1'500'000.00
TOTAL RÉSERVES LIBRES	6'513'925.80	5'827'520.95
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	63'181.52	45'454.66
TOTAL DU PASSIF	108'182'564.38	102'238'107.07





Rapport de l'organe de révision
au Conseil d'administration de

**ECA JURA – Etablissement d'assurance
immobilière et de prévention du canton du Jura,
Saignelégier**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié, selon les Normes d'audit suisses, les comptes annuels de l'ECA JURA, Saignelégier pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012 sur lesquels ont été établis le bilan et le compte de profits et pertes qui figurent dans le rapport de gestion de l'ECA Jura.

Dans notre rapport du 19 mars 2013, nous avons délivré une opinion d'audit sans réserve sur les comptes annuels. Selon notre appréciation, le bilan et le compte de profits et pertes présentés dans le rapport de gestion sont cohérents, à tous égards, avec les comptes annuels qui leur servent de base.

Afin d'assurer une meilleure compréhension du patrimoine et des résultats du l'ECA Jura ainsi que l'étendue de notre révision, le bilan et les compte de profits et pertes doivent être lus conjointement avec les comptes annuels qui leur servent de base et notre rapport y relatif.

Saignelégier, le 19 mars 2013

FIDUCONSULT JURA S.A.

N. Froidevaux
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)

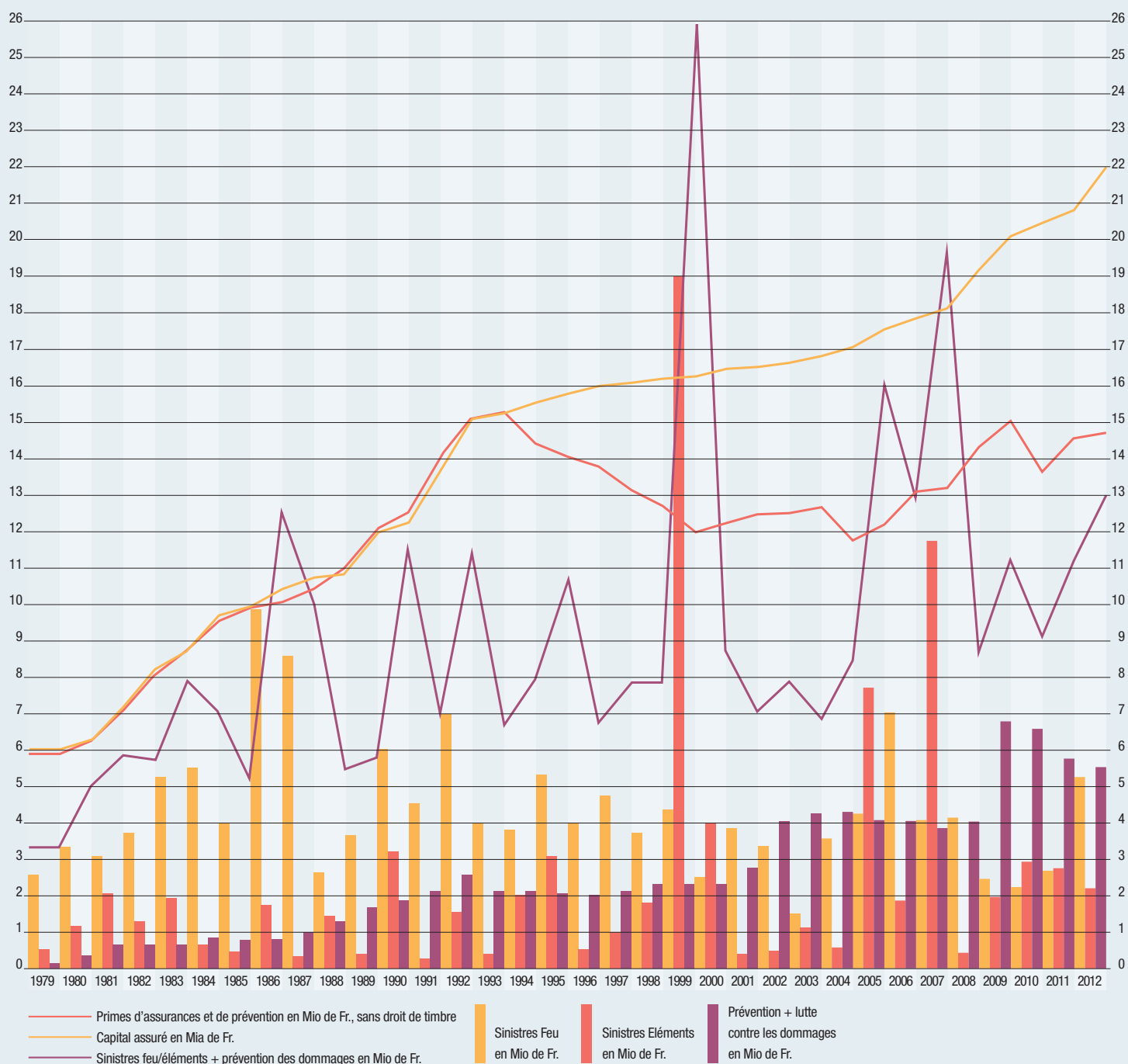
A. Amsler
Expert-réviseur agréé

Place du 23 Juin 4 CH-2350 Saignelégier
Téléphone 032 951 27 27 Téléfax 032 951 27 42 E-mail: jura@fiduconsult.ch

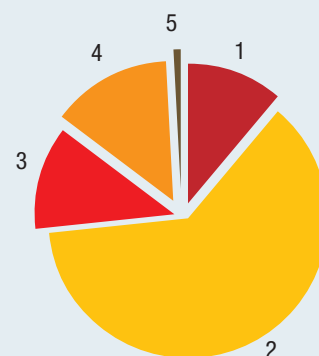
Membre de la CHAMBRE FIDUCIAIRE

Société agréée en matière de révision ASR

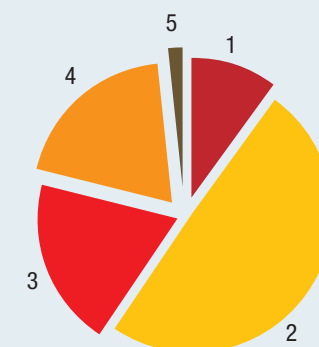
Évolution du capital assuré, des primes, des sinistres et de la prévention des dommages



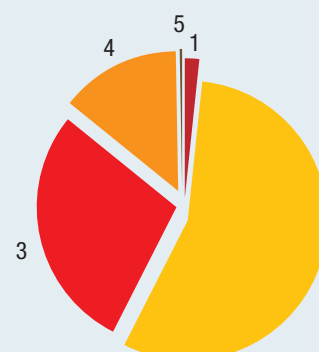
	Nombre de bâtiments assurés	Capital assuré
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	1'015	2'371'888'400.00
2. Maisons d'habitation	19'142	13'189'538'300.00
3. Bâtiments agricoles	5'373	2'527'551'500.00
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	10'073	2'913'288'000.00
5. Industrie hôtelière	115	174'638'000.00
TOTAL	35'718	21'176'904'200.00



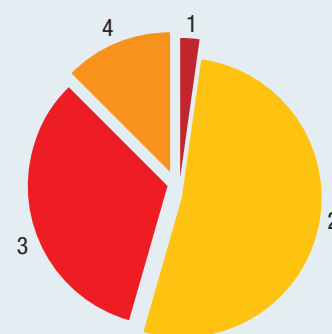
	Nombre de bâtiments assurés	Primes perçues
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	1'015	1'151'147.01
2. Maisons d'habitation	19'142	5'551'936.93
3. Bâtiments agricoles	5'373	2'179'196.31
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	10'073	2'185'367.10
5. Industrie hôtelière	115	163'937.38
TOTAL	35'718	11'231'584.73



	Nombre de bâtiments sinistrés	Dommages dus au feu et aux éléments
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	27	141'750.00
2. Maisons d'habitation	973	4'149'500.00
3. Bâtiments agricoles	186	2'107'850.00
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	126	1'044'150.00
5. Industrie hôtelière	4	6'750.00
TOTAL	1'316	7'450'000.00



	Nombre de sinistres	Montant des dommages
1. Bâtiments administratifs et à caractère public	8	124'100
2. Maisons d'habitation	198	2'738'600
3. Bâtiments agricoles	42	1'744'150
4. Bâtiments commerciaux, industriels, artisanaux et bâtiments annexes	19	643'150
5. Industrie hôtelière	0	0
TOTAL	267	5'250'000



Grands dommages causés par le feu (sinistres de 20'000 francs et plus)

Date	Commune	Destination	Cause	Montant
07.01.12	Glovelier	Maison d'habitation	Défaut de construction sur tuyau de fumée	365'000.--
21.01.12	Lugnez	Maison d'habitation	Combustion de cendres dans un aspirateur	31'000.--
27.01.12	Saignelégier	Pavillon-vestiaires	Dysfonctionnement d'origine électrique	115'000.--
02.02.12	Porrentruy	Habitation-commerce	Mégot de cigarette	21'000.--
06.02.12	Saint-Ursanne	Fabrique de pièces matrices	Explosion	400'000.--
08.02.12	Les Breuleux	Parqueterie	Explosion	50'000.--
09.02.12	Develier	Habitation-rural	Dysfonctionnement d'origine électrique	40'000.--
11.02.12	Boécourt	Maison d'habitation	Défaut de construction du canal de cheminée de salon	80'000.--
22.05.12	Bonfol	Maison d'habitation	Lave-linge qui a pris feu	42'000.--
02.06.12	Coeuve	Maison d'habitation	Dysfonctionnement d'origine électrique	480'000.--
18.06.12	Courgenay	Rural	Fermentation de fourrage	230'000.--
06.07.12	Lajoux	Habitation-atelier mécanique	Cause incomplètement élucidée	715'000.--
19.07.12	Porrentruy	Halle-remise	Cause incomplètement élucidée	125'000.--
12.08.12	Vicques	Maison d'habitation	Probable intervention humaine	260'000.--
09.09.12	Le Noirmont	Habitation-rural	Cause incomplètement élucidée	1'160'000.--
18.10.12	Courgenay	Maison d'habitation	Sinistre du bâtiment voisin	30'000.--
18.10.12	Courgenay	Habitation-rural désaffecté	Cause incomplètement élucidée	200'000.--
19.10.12	Les Breuleux	Habitation-dépôt	Incendie intentionnel	350'000.--
24.10.12	Saint-Ursanne	Usine de matriçage à chaud	Incendie par négligence	300'000.--
25.11.12	Coeuve	Habitation-dépôt	Appareil électrique défectueux	30'000.--
TOTAL DE CES 20 SINISTRES				5'024'000.--

Année	Feu		Foudre		Total	
	Nombre	CHF	Nombre	CHF	Nombre	CHF
1979	184	2'270'596	233	355'004	417	2'625'600
1980	191	2'829'988	137	517'045	328	3'347'033
1981	195	2'861'727	297	236'876	492	3'098'603
1982	229	3'238'083	329	442'747	558	3'680'830
1983	204	4'258'418	348	934'402	552	5'192'820
1984	253	4'827'142	133	673'779	386	5'500'921
1985	259	3'871'693	208	137'555	467	4'009'248
1986	216	9'550'938	290	240'207	506	9'791'145
1987	185	8'339'555	195	198'837	380	8'538'392
1988	198	2'359'658	211	302'368	409	2'662'026
1989	230	2'671'549	301	1'002'726	531	3'674'275
1990	214	5'817'639	272	281'729	486	6'099'368
1991	215	4'276'393	161	281'407	376	4'557'800
1992	247	6'360'205	274	596'575	521	6'956'780
1993	212	3'622'239	360	361'859	572	3'984'098
1994	206	3'455'697	325	354'402	531	3'810'099
1995	271	4'970'758	306	329'274	577	5'300'032
1996	265	3'771'409	196	228'591	461	4'000'000
1997	234	4'189'529	278	510'461	512	4'699'990
1998	228	3'420'879	221	279'121	449	3'700'000
1999	256	1'553'813	437	2'747'768	693	4'301'581
2000	185	2'166'205	220	284'769	405	2'450'974
2001	163	3'537'436	171	306'688	334	3'844'124
2002	159	3'114'544	203	235'596	362	3'350'140
2003	157	1'300'546	156	226'777	313	1'527'323
2004	181	3'305'180	212	264'970	393	3'570'150
2005	144	3'997'490	175	245'940	319	4'243'430
2006	148	6'449'900	158	570'900	306	7'020'800
2007	134	3'742'040	170	323'510	304	4'065'550
2008	158	3'976'870	109	164'616	267	4'141'486
2009	127	2'289'850	110	171'600	237	2'461'450
2010	121	2'137'700	53	94'420	174	2'232'120
2011	147	2'214'790	139	465'210	286	2'680'000
2012	147	5'112'500	120	137'500	267	5'250'000
Moyenne 1979-2012	196	3'878'322	221	426'624	417	4'304'947



Destination	Tempête		Grêle		Hautes eaux		Neige		Total	
	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF
Bâtiment administratifs et à caractère public	8	1'000	10	12'750	0	0	1	3'900	19	17'650
Maisons d'habitation	134	80'160	605	1'263'780	24	40'860	16	26'100	779	1'410'900
Bâtiments agricoles	53	125'210	85	236'680	4	1'520	1	290	143	363'700
Circulation & transport	0	0	2	3'700	0	0	0	0	2	3'700
Commerces	3	1'220	9	36'480	0	0	2	9'000	14	46'700
Industrie & artisanat	10	28'840	30	241'260	0	0	1	1'500	41	271'600
Industrie hôtelière	0	0	2	4'250	0	0	1	2'500	3	6'750
Bâtiments annexes	14	6'000	34	73'000	0	0	0	0	48	79'000
TOTAL	222	242'430	777	1'871'900	28	42'380	22	43'290	1049	2'200'000



Année	Tempête		Grêle		Neige		Hautes eaux		Mouv. du sol		Total	
	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF	Nbre sin.	CHF
1979	237	427'974	31	42'196	12	23'300	48	104'175	0	0	328	597'645
1980	135	174'506	687	865'879	76	96'444	18	32'061	0	0	916	1'168'890
1981	402	493'663	511	1'015'349	295	491'548	66	93'508	2	10'080	1276	2'104'148
1982	332	324'585	441	509'996	98	100'968	115	381'341	0	0	986	1'316'890
1983	937	1'145'023	224	217'591	21	27'982	144	419'288	1	900	1327	1'810'784
1984	515	587'115	1	800	24	26'554	2	2'486	1	7'200	543	624'155
1985	90	88'854	287	290'349	11	10'018	24	42'627	1	300	413	432'148
1986	826	1'136'511	64	57'978	276	374'775	35	66'538	5	109'369	1206	1'745'171
1987	254	294'457	36	29'452	25	33'864	13	21'607	1	330	329	379'710
1988	246	207'549	51	53'667	206	372'066	174	846'410	1	6'500	678	1'486'192
1989	185	281'625	47	124'613	8	9'847	7	11'853	1	2'200	248	430'138
1990	1864	2'478'572	55	67'433	17	20'966	116	698'341	0	0	2052	3'265'312
1991	144	254'435	3	2'180	28	32'839	24	53'380	1	731	200	343'565
1992	723	1'082'859	112	214'304	4	3'715	79	294'116	2	5'800	920	1'600'794
1993	217	309'716	64	105'362	7	13'220	14	25'896	3	12'865	305	467'059
1994	217	266'511	508	1'413'655	11	13'066	59	297'634	2	5'160	797	1'996'026
1995	1511	2'568'265	43	78'094	120	355'224	52	93'117	2	5'300	1728	3'100'000
1996	152	251'461	85	113'644	67	151'846	29	63'049	0	0	333	580'000
1997	208	300'180	13	35'218	24	23'702	155	639'800	1	5'000	401	1'003'900
1998	857	1'464'933	74	249'961	22	36'262	24	47'152	1	1'692	978	1'800'000
1999	5292	17'801'235	221	425'896	103	226'514	148	577'879	3	3'490	5767	19'035'014
2000	116	200'453	1066	3'768'994	2	6'426	11	19'281	0	0	1195	3'995'154
2001	211	321'157	8	14'499	6	10'270	24	52'728	0	0	249	398'654
2002	226	330'754	14	26'114	1	896	38	98'342	1	3'894	280	460'000
2003	433	540'540	245	427'400	23	32'281	33	101'840	0	0	734	1'102'061
2004	237	346'520	75	145'070	24	43'350	7	11'960	1	35'000	344	581'900
2005	68	107'320	2547	7'272'631	86	179'820	36	139'990	0	0	2737	7'699'761
2006	146	214'395	204	577'880	264	863'730	38	203'350	0	0	652	1'859'355
2007	464	640'680	98	201'800	40	69'240	558	10'813'280	0	0	1160	11'725'000
2008	172	333'900	9	11'100	31	64'260	7	13'970	3	11'000	222	434'230
2009	547	882'990	33	43'849	389	1'027'147	10	11'844	0	0	979	1'965'830
2010	59	69'336	4	4'476	18	30'583	37	184'361	3	4'074	121	292'830
2011	1'406	2'385'623	109	280'015	0	0	39	84'362	0	0	1'554	2'750'000
2012	222	242'430	777	1'871'900	22	43'290	28	42'380	0	0	1'049	2'200'000
Moyenne 1979-2012	578	1'134'004	257	604'687	69	141'647	65	487'940	1	6'791	971	2'375'068

PRÉVENTION DES INCENDIES

Au cours de l'année 2012, la division de prévention et de lutte contre les dommages a procédé à l'examen de 827 dossiers de demande de permis de construire et a établi les conditions à remplir pour la protection contre l'incendie et les dangers naturels. Le nombre de dossiers examinés est plus élevé de 126 par rapport à 2011.

En dehors des procédures d'octroi de permis de construire, 299 dossiers ont été traités (91 contrôles de prévention pour l'obtention de patentes ou de permis de débits liés à la restauration, quatre contrôles de conformité pour l'obtention de plaques minéralogiques professionnelles, deux contrôles pour la reconnaissance d'exploitation agricole, un contrôle pour la reconnaissance d'unité d'accueil et 201 contrôles de conformité de bâtiments durant une estimation ou contrôles périodiques des bâtiments).

Les prescriptions établies ainsi que les incitations financières en matière de prévention incendie ont permis :

- d'assainir 57 cheminées défectueuses présentant un danger d'incendie ;
- de faire construire deux murs et dalles coupe-feu entre des bâtiments d'ordre contigu ou entre la partie habitation et la partie rurale de bâtiments agricoles ;
- de faire aménager cinq installations de détection incendie ou d'extinction automatiques (sprinklers) ;
- de réaliser six installations de paratonnerre ;
- d'installer cinq dispositifs de protection contre les surtensions ;
- de subventionner 12 recharges d'extincteurs portatifs ;
- d'allouer d'autres subsides (raccordements électriques souterrains, postes incendie, prévention des dangers naturels, etc.).

Les subventions accordées dans ces domaines se montent à 134'121 francs.

Rappelons que depuis le 1^{er} janvier 2010, les murs coupe-feu, les installations de détection incendie et d'extinction automatiques, ainsi que les paratonnerres, ne sont subventionnés que lorsqu'il s'agit d'installations volontaires non prescrites par l'ECA JURA.

RÉSEAUX D'EAU

70 projets d'extensions ou d'assainissement de réseaux d'eau et d'hydrants ont été examinés et ont reçu une promesse de subside conformément aux directives en vigueur, répartis comme suit :

- 33 projets d'extension de réseaux d'eau et d'hydrants ;
- 32 projets de remplacement d'anciennes conduites et d'hydrants ;
- 5 réserves d'incendie privées.

Des promesses de subvention ont été établies pour un montant total de 995'168 francs.

Durant l'année 2012, l'ECA JURA a procédé au paiement de subventions pour un montant total de 422'574 francs.

MESURES DE DÉBITS/PRESSIONS ET INSPECTIONS D'HYDRANTS

La campagne initiée en 2009 s'est poursuivie. En 2012, neuf communes ont procédé à ces mesures et ont obtenu des subventions de l'ECA JURA pour un montant total de 118'297.60 francs.

PRÉVENTION DES DANGERS NATURELS ET SÉISMES

Dans le cadre des procédures de demande de permis de construire concernant des bâtiments existants ou projetés dans des zones de danger identifiées, la division de prévention et lutte contre les dommages a également examiné et fixé les conditions à respecter en matière de protection des bâtiments contre les dangers naturels.

Les dossiers concernés par la problématique du séisme ont été examinés sous cet angle dans le cadre des dossiers de demandes de permis de construire.

FORMATION DES INSPECTEURS DU FEU COMMUNAUX

Une journée de formation a été organisée par l'ECA JURA pour les inspecteurs communaux du feu de Delémont et Porrentruy.

CONTRÔLES DE CONFORMITÉ

Comme l'année précédente, plus de 1000 contrôles de conformité des constructions ont été réalisés par les experts en prévention incendie de l'ECA JURA. Les contrôles effectués et les mises en conformité exigées ont permis de clore administrativement 1000 dossiers de constructions.

Comme chaque année, nous tenons à relever le travail important réalisé par les mandataires et entreprises externes qui procèdent également à des contrôles de conformité pour des installations spécifiques, en particulier les maîtres ramoneurs d'arrondissement chargés de réceptionner l'ensemble des installations thermiques soumises au ramonage, et avec qui une collaboration fructueuse se poursuit.

CONTRÔLES PÉRIODIQUES

En application de l'article 20, alinéa 2 de la Loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels (RSJU 871.1), une organisation des contrôles périodiques systématiques a été mise en place.

Les bâtiments assurés auprès de l'ECA JURA ont été classés en fonction de leur affectation et du risque d'incendie afin de définir lesquels devront faire prioritairement l'objet d'un contrôle périodique. Les bâtiments scolaires ont été désignés pour faire l'objet de la première campagne qui a débuté fin 2012 et sera poursuivie en 2013.

CAMPAGNES D'INFORMATION

L'ECA JURA a poursuivi sa politique de prévention par le biais de campagnes de presse, notamment durant les périodes de l'année où certains risques d'incendie sont plus marqués, de même que lors de manifestations particulières. Les messages de prévention incendie ont été à nouveau diffusés sur les ondes de Fréquence Jura.

CONCLUSIONS

L'année 2012 constitue à nouveau une année record en matière du nombre de dossiers traités par la division de prévention et lutte contre les dommages. En effet, jamais autant de dossiers de demandes de permis de construire nécessitant des mesures de protection contre les incendies et les dangers naturels n'avaient été traités par l'ECA JURA depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle législation en 2009.

Par ailleurs, la complexité de certains dossiers augmente car d'importants projets immobiliers dans le domaine industriel et commercial ont été initiés en 2012.

La mise en place de l'organisation des contrôles périodiques des bâtiments permettra de renforcer l'information des propriétaires et exploitants des bâtiments sur la pérennité des mesures de protection incendie.



INSPECTION DES SIS

Durant l'année 2012, les inspecteurs des SIS ont procédé, selon le tournus annuel défini, à l'inspection sous forme d'alarme.

Les experts, quant à eux, ont effectué le contrôle intermédiaire des engins et appareils en hiver et dispensé des instructions dans différents domaines, notamment en ce qui concerne la protection respiratoire. Les experts des tonnes-pompes et motopompes ont aussi contrôlé le fonctionnement de nombreuses machines utilisées par les SIS, tandis que l'expert des échelles a contrôlé la résistance statique de plusieurs échelles remorquables.

Ces inspections et contrôles se sont déroulés dans de bonnes conditions et les rapports établis ne mettent en évidence aucun problème majeur, si ce n'est un manque de chauffeurs au bénéfice d'un permis de conduire C1, de même qu'un nombre limité de porteurs d'appareils respiratoires dans certains SIS.

Nous relevons aussi que le nombre de sapeurs-pompiers dans le Jura a diminué de 9 personnes en 2012, pour s'établir à 1'579 personnes (1'460 hommes et 119 femmes). La réduction des effectifs depuis 1991 est de l'ordre de 55%.

COURS DE FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS

Type de formation	Nombre de participants par district			
	Delémont	Porrentruy	Fr.-Montagnes	Total
Chefs d'intervention 2	5	5	2	12
Chefs d'intervention 1	3	7	2	12
Chefs d'intervention défense hydrocarbure	14	1	--	15
Chefs de groupe 2	10	12	3	25
Chefs de groupe 1	6	23	3	32
Chefs de groupe échelle remorquable	8	--	--	8
Machinistes	7	8	3	18
Porteurs d'appareils respiratoires	10	13	5	28
Préposé à l'entretien des appareils respiratoires	--	--	--	--
Électriciens	--	--	--	--
Formation de base	48	60	12	120
Cours administratif (commandants et fourriers)	--	--	--	--
Préposé au contrôle du matériel	7	3	2	12
TOTAL	118	132	32	282

Le nombre de sapeurs-pompiers ayant suivi un cours en 2012 représente 18 % de l'effectif global des SIS, soit un peu plus qu'en 2011. Afin de garantir un renouvellement suffisant des cadres et spécialistes et tenant compte de la diminution constante des effectifs, ce taux devrait, à l'avenir, dépasser le seuil de 20 %.

COURS DE PERFECTIONNEMENT DES INSTRUCTEURS DES SIS

Les journées cantonales consacrées au perfectionnement des instructeurs ont eu lieu les 2 et 3 mars 2012 à Porrentruy sous le commandement du Major Vincent Dobler. Le programme proposé a permis de traiter de nombreux sujets, tels que la responsabilité des sapeurs-pompiers sur le plan juridique, la formation ouverte à distance, la protection des biens culturels, la maintenance des appareils de radiocommunication Polycor, l'utilisation de tronçonneuses en toute sécurité, les relations avec les médias, la gestion des crues et des dangers naturels, de même que l'utilisation des caméras thermiques de dernière génération. Pour compléter le programme, l'organisation sanitaire en cas de catastrophe (CATA-SAN) et le nouveau véhicule EMCC ont été présentés aux participants.

COURS FÉDÉRAUX 2012

M. Jérôme Flury a suivi avec succès le cours fédéral de base pour devenir instructeur.

MM. Claude Gobat et Pascal Monney ont suivi le cours permettant de fonctionner comme observateurs.

MM. Antoine Seuret, Anthony Voillat et Xavier Dobler ont suivi avec succès la procédure de sélection pratique des candidats instructeurs (phase 3).

MM. Jean-Paul Costato, Fabrice Briot, Yves Bürki et Albert Vogel ont participé au cours de formation complémentaire permettant de renouveler leurs CFC d'instructeur.

MM. Claude Gobat et Pascal Monney ont fonctionné comme observateurs durant le cours de sélection des candidats instructeurs.

INTERVENTIONS DES SIS

Selon les statistiques de la police cantonale qui gère le système de transmission des alarmes destinées aux sapeurs-pompiers, les SIS de l'ensemble du canton ont été appelés à intervenir à 474 reprises en 2012, dont 144 fois pour des alarmes intempestives provoquées par des installations automatiques d'avertisseurs d'incendie. Les départs réels de feux dans des bâtiments représentent environ 40 % de l'ensemble des interventions. Ainsi, la majorité des demandes nécessitant l'engagement des sapeurs-pompiers concerne d'autres domaines tels que le sauvetage de personnes ou d'animaux, la pollution, la désincarcération, les inondations et bien d'autres encore.

NOMINATIONS / DÉMISSIONS

M. Vincent Dobler a quitté sa fonction d'inspecteur des SIS à fin 2012. Il a fait valoir son droit à la retraite après plus de 30 ans de bons et loyaux services dans le domaine des sapeurs-pompiers, dont 21 ans comme formateur. Qu'il soit remercié pour la qualité de son travail au sein des SIS, de même que pour son engagement au service de la collectivité.

Pour le remplacer, et sur proposition de l'ECA JURA, M. Charles Juillard, Chef du Département des Finances, de la Justice et de la Police, a nommé M. Daniel La Manna, que nous félicitons chaleureusement pour cette promotion et qui aura dorénavant la tâche de superviser l'ensemble des SIS du district de Porrentruy.

M. Patrick Billieux est également arrivé au terme de son mandat d'expert en protection respiratoire et mérite également d'être associé aux remerciements de l'ECA JURA.

Son remplacement sera assuré par M. Federico Ferrario, au bénéfice d'une formation idoine en la matière, qui saura trouver les ressources nécessaires pour assumer pleinement cette responsabilité.

Enfin, M. Fabrice Briot a souhaité quitter sa fonction d'expert des tonnes-pompes / motopompes pour des raisons de disponibilités et l'ECA JURA se doit de saluer l'excellent travail qu'il a accompli pendant de nombreuses années.

M. Luciano Prudente va relever le défi dans ce domaine technique, d'autant plus qu'il a les qualités requises pour prendre en charge cette fonction d'expert.

EXONÉRATION DE LA SOLDE POUR LES SAPEURS-POMPIERS

Le Conseil fédéral a décidé de mettre en vigueur au 1^{er} janvier 2013 la loi fédérale sur l'exonération de la solde pour les sapeurs-pompiers. Cette exonération est plafonnée à 5'000 francs en ce qui concerne l'impôt fédéral direct.

Les cantons ont la faculté de se prononcer librement pour fixer un plafond différent pour leurs propres impôts, mais ils doivent adapter leur législation au nouveau droit jusqu'à fin 2014.

Année	Prévention contre l'incendie				Lutte contre l'incendie			Frais généraux Administration*	Totaux
	Police du feu	Adductions d'eau, Réservoirs, Hydrants	Subsides pour la prévention incendie	Contributions au CIPI I.S. et divers	Inspections services de défense contre le feu	Cours de sapeurs-pompiers	Subsides pour la lutte contre l'incendie		
1991	162'542.10	645'579.00	398'905.10	26'226.00	107'965.90	109'111.50	740'117.95		2'190'447.55
1992	167'807.10	798'145.00	624'480.05	30'150.00	90'415.05	126'442.50	780'041.65		2'617'481.35
1993	188'443.25	507'173.00	581'705.60	45'925.50	92'774.65	141'168.60	616'865.15		2'174'055.75
1994	357'293.60	359'132.00	535'539.30	26'454.50	98'668.70	145'662.00	626'610.20		2'149'360.30
1995	289'482.60	561'924.00	374'460.90	50'808.30	54'603.85	91'690.85	639'359.85		2'062'330.35
1996	218'381.15	540'267.00	433'859.10	75'291.90	64'407.55	166'585.95	570'669.70		2'069'462.35
1997	247'700.85	440'932.00	398'123.00	73'521.35	109'930.30	148'441.00	747'284.75		2'165'933.25
1998	132'367.50	816'459.00	445'866.10	57'690.70	42'893.10	140'819.85	713'267.45		2'349'363.70
1999	145'766.00	869'270.30	382'753.05	75'346.30	49'000.65	165'940.60	633'458.30		2'321'535.20
2000	120'611.55	950'940.00	447'758.30	71'732.00	82'514.55	143'347.25	501'882.15		2'318'785.80
2001	132'491.85	1'004'638.30	528'064.85	73'542.70	106'471.90	164'856.25	766'143.85		2'776'209.70
2002	124'348.15	1'314'241.50	739'098.85	82'836.00	150'089.00	190'791.85	628'446.55	798'103.55	4'027'955.45
2003	146'087.50	757'655.00	765'310.35	96'246.85	132'337.55	199'362.15	1'287'112.50	874'697.55	4'258'809.45
2004	170'878.65	667'964.00	772'948.30	103'742.15	85'683.80	187'919.60	1'434'169.15	876'238.20	4'299'543.85
2005	161'528.45	715'246.00	708'448.55	87'753.60	72'453.15	177'474.60	1'193'433.86	949'084.15	4'065'422.36
2006	152'047.00	579'366.00	510'011.75	82'427.30	69'357.45	175'887.40	1'470'621.34	1'002'769.90	4'042'488.14
2007	160'219.90	584'865.00	665'012.55	84'758.70	60'859.50	228'537.75	1'155'092.50	997'422.00	3'936'767.90
2008	116'759.15	536'372.60	903'514.85	91'225.85	59'380.65	212'333.20	1'105'811.15	1'007'880.95	4'033'278.40
2009	174'469.85	735'323.05	1'461'142.60	102'088.10	63'951.55	224'083.20	2'893'728.65	1'126'369.35	6'781'156.35
2010	163'547.15	2'100'202.35	990'644.80	107'272.80	65'922.55	216'594.40	1'684'223.10	1'244'344.75	6'572'751.90
2011	173'509.50	1'669'402.55	976'437.70	100'304.30	99'008.60	215'981.20	1'285'027.55	1'237'034.65	5'756'706.05
2012	319'803.70	1'624'855.05	583'357.10	109'284.25	96'908.45	240'946.50	1'308'290.35	1'239'689.00	5'523'134.40

* dès 2002 : nouvelles directives ECA sur les subsides aux SIS et ventilation des frais d'administration

CIPI : Centre d'information pour la prévention des incendies I.S. : Institut de sécurité



VALEUR DU MOBILIER ASSURÉ ET CONTRIBUTIONS À LA PRÉVENTION ET À LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

La valeur du mobilier assuré dans le Jura au 31 décembre 2011 par des compagnies d'assurance privées et leurs contributions à l'ECA JURA pour la prévention et la lutte contre les dommages sont les suivantes :

Compagnie		Montant assuré	Contribution
Mobilière Suisse SA	Berne	3'124'928'000.00	156'246.40
Zurich Assurance	Zurich	1'085'034'155.00	54'251.71
Helvetia Assurances	St-Gall	926'890'000.00	46'344.50
AXA Winterthur	Winterthur	731'834'076.00	36'591.70
Allianz Suisse	Berne	654'992'600.00	32'749.00
Bâloise Assurance SA	Bâle	619'840'000.00	30'992.00
Chartis Europe SA	Zurich	218'240'026.20	10'921.00
Nationale Suisse	Bâle	207'432'000.00	10'371.60
Vaudoise Assurances	Lausanne	158'797'000.00	7'939.90
Generali Assurances SA	Genève	138'659'000.00	6'933.00
AXA Corporate Solutions Assurance	Winterthur	71'900'000.00	3'595.00
Emmental Assurances	Konolfingen	38'900'000.00	1'945.00
XL Insurance SA	Zurich	24'637'893.00	1'231.90
HDI Gerling	Zurich	21'909'491.00	1'095.50
CSS Assurance SA	Lucerne	15'394'700.00	769.75
SBB Insurance SA	Berne	12'467'000.00	623.35
Allianz Global Corporate & Speciality AG	Zurich	11'946'000.00	597.30
Swiss Post Insurance AG	Berne	8'588'995.00	429.50
ACE Assurances SA	Zurich	7'170'200.00	358.50
Smile direct	Wallisellen	3'663'100.00	183.20
Lloyd's	Zurich	2'645'000.00	132.25
Gan Assurances	Pully	82'120.00	4.10
TOTAL		8'085'951'356.20	404'306.16



Année	Bâtiments	Capital* assuré en milliards de fr.	Primes** en millions de fr.	Indemnités Dommages causés par le feu		Indemnités Dommages dus aux éléments		Prévention et lutte incendie en millions de fr.	Résultat de l'exercice annuel fr.	État des réserves légalés au 31.12 en millions de fr.
				en millions de fr.	en ‰ du capital assuré	en millions de fr.	en ‰ du capital assuré			
1979	25'940	6,023	6,199	2,625	0,44	0,597	0,099	0,155	168'239	1,000
1997	31'572	16,097	13,834	4,700	0,29	1,004	0,062	2,165	424'838	46,828
1998	31'883	16,246	13,272	3,701	0,23	1,800	0,110	2,349	470'339	48,753
1999	32'134	16,331	12,390	4,301	0,26	21,332	1,306	2,321	198'735	49,724
2000	32'357	16,525	12,919	2,301	0,13	3,995	0,241	2,318	79'988	50,222
2001	32'719	16,691	13,109	3,844	0,23	0,398	0,023	2,776	68'911	43,608
2002	33'044	16,899	9,372	3,350	0,19	0,460	0,027	3,769	- 1'754'635	43,628
2003	33'273	17,096	9,493	1,527	0,09	1,102	0,064	4,258	61'353	43,901
2004	33'524	17,324	8,517	3,570	0,20	0,582	0,033	4,299	78'593	44,723
2005	33'770	17,532	8,916	4,243	0,24	7,700	0,443	4,065	57'400	46,302
2006	34'100	17,814	9,759	7,020	0,39	1,859	0,008	4,042	83'357	46,859
2007	34'371	18,109	9,840	4,065	0,22	11,725	0,647	3,937	51'336	46,943
2008	34'631	19,165	10,742	4,141	0,21	0,434	0,022	4,033	61'711	46,994
2009	34'874	20,086	11,296	2,461	0,12	1,965	0,098	6,781	62'995	47,056
2010	35'440	20,435	9,826	2,232	0,11	0,292	0,014	6,572	70'787	47,119
2011	35'724	20,792	10,712	2,680	0,13	2,750	0,132	5,756	45'454	47,189
2012	36'073	21,970	11,231	5,250	0,24	2,200	0,100	5,523	63'181	45,612

* y compris les assurances provisoires pour travaux en cours.

** y compris les acomptes de primes pour assurances de travaux en cours et le droit de timbre fédéral (5%);
dès 2002, sans la prévention de 0,19 ‰ et sans droit de timbre fédéral.



BILAN AU 31 DÉCEMBRE**2012**

CHF

2011

CHF

ACTIF**ACTIF CIRCULANT**

Banque	71'089.28	86'264.33
Débiteurs divers	783.90	807.15
TOTAL ACTIF CIRCULANT	71'873.18	87'071.48

ACTIF IMMOBILISÉ

Ventilateurs	157'800.00	157'800.00
- Fonds d'amortissement	-84'600.00	-77'280.00
Véhicules pionniers	1'995'613.00	1'995'613.00
- Fonds d'amortissement	-1'995'612.00	-1'995'612.00
Véhicules de transport	214'506.85	214'506.85
- Fonds d'amortissement	-83'350.00	-66'680.00
Matériel de désincarcération	156'867.10	156'867.10
- Fonds d'amortissement	-135'160.82	-103'787.42
Tenues lourdes	39'395.70	39'395.70
- Fonds d'amortissement	-26'263.80	-13'131.90
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	239'196.03	307'691.33

TOTAL DE L'ACTIF**311'069.21****394'762.81****PASSIF****FONDS ÉTRANGERS**

Avance de l'ECA JURA	160'000.00	260'000.00
Passifs transitoires	8'221.30	49'009.65
TOTAL FONDS ÉTRANGERS	168'221.30	309'009.65

FONDS PROPRES

Fonds de réserve ordinaire	142'847.91	85'753.16
Bénéfice de l'exercice 2012	0.00	0.00
TOTAL FONDS PROPRES	142'847.91	85'753.16

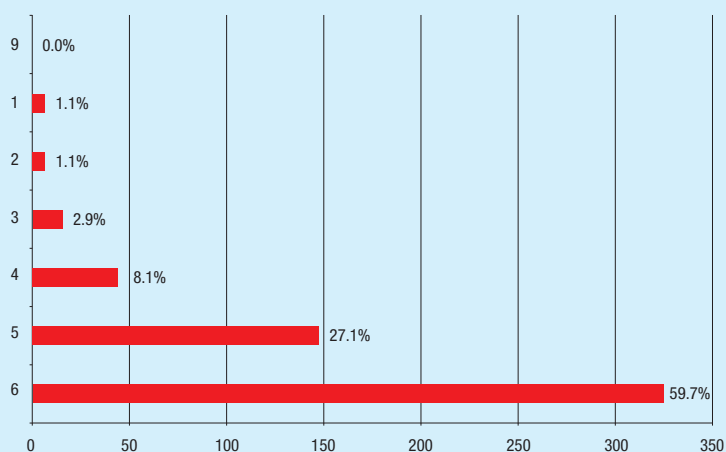
TOTAL DU PASSIF**311'069.21****394'762.81**

COMPTE D'EXPLOITATION	2012	2011
	CHF	CHF
PRODUITS		
Contributions fédérales	405'582.00	372'851.00
Contributions cantonales pour la formation et le fonctionnement	14'000.00	14'000.00
Intérêts	239.60	306.15
TOTAL DES PRODUITS	419'821.60	387'157.15
CHARGES D'INVESTISSEMENT		
Frais d'investissement	0.00	-2'473.20
Amortissement véhicule de transport	-16'670.00	-16'670.00
Amortissement des ventilateurs	-7'320.00	-7'320.00
Amortissement du matériel de désincarcération	-31'373.40	-103'787.42
Amortissement des tenues lourdes	-13'131.90	-13'131.90
TOTAL DES CHARGES D'INVESTISSEMENT	-68'495.30	-143'382.52
CHARGES DE FORMATION		
Frais de formation	-146'528.50	-60'531.05
TOTAL DES CHARGES DE FORMATION	-146'528.50	-60'531.05
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Frais de fonctionnement	-146'034.10	-181'582.65
Frais d'administration	-1'668.95	-1'660.93
Attribution au fonds de réserve ordinaire	-57'094.75	0.00
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	-204'797.80	-183'243.58
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	0.00	0.00

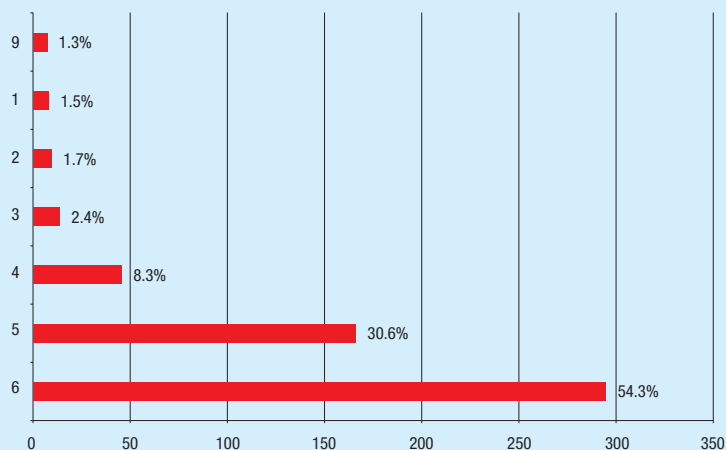
ENQUÊTE DE SATISFACTION

1197 questionnaires ont été envoyés aux assurés lors de la liquidation des sinistres. Nous avons reçu 552 réponses, soit un taux de réponse de 46,1 %.

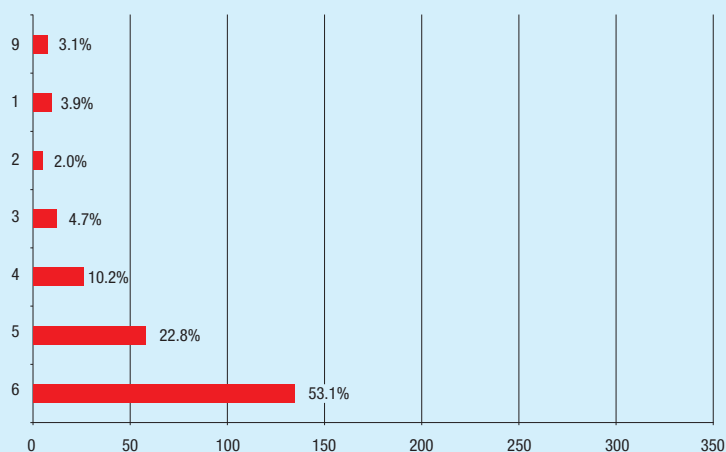
Pour la compréhension des graphiques, la note « 6 » correspond à une réponse « très satisfait », la note « 1 » : « pas du tout satisfait ». Quant au chiffre « 9 », il correspond à la réponse « Ne sait pas ». Cette enquête donne les résultats détaillés ci-dessous.



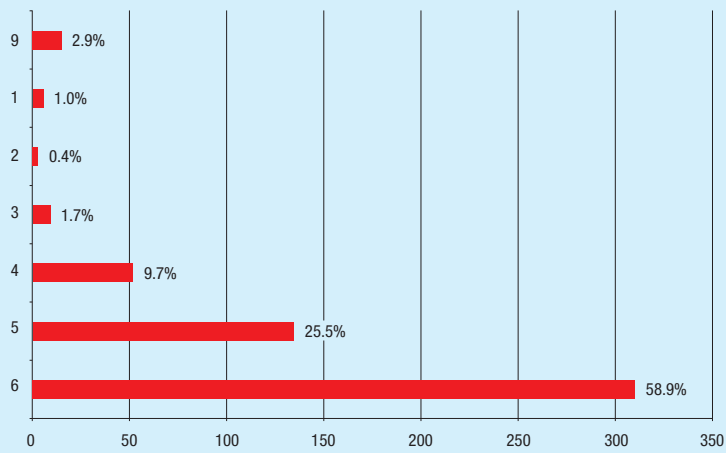
• Quel est votre degré de satisfaction relatif à la rapidité du traitement de votre dossier (de l'annonce jusqu'au paiement) ?



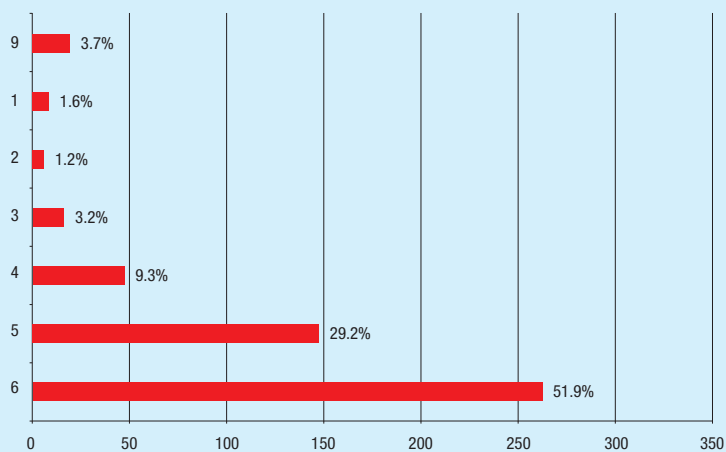
• Quel est votre degré de satisfaction relatif à la qualité des informations données par le personnel de l'ECA ?



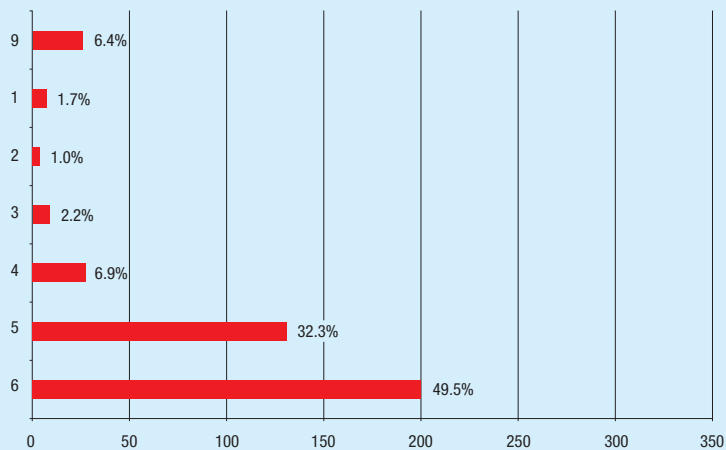
• Avez-vous été satisfait par la prestation de l'expert de l'ECA en charge du sinistre ?



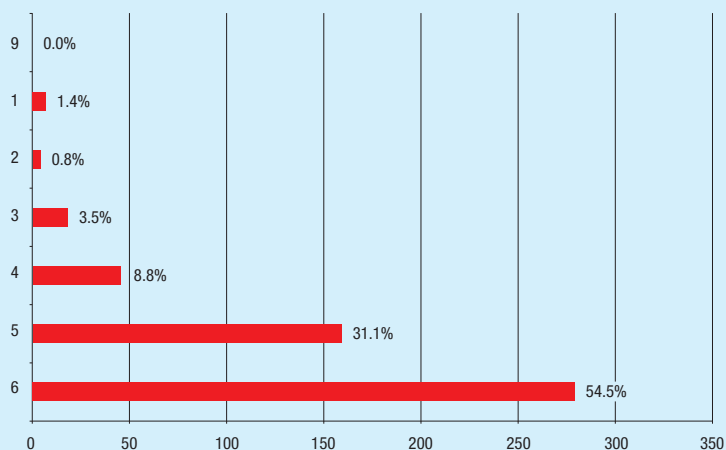
• Quel est votre degré de satisfaction relatif à la facilité d'atteindre les collaborateurs des sinistres de l'ECA ?



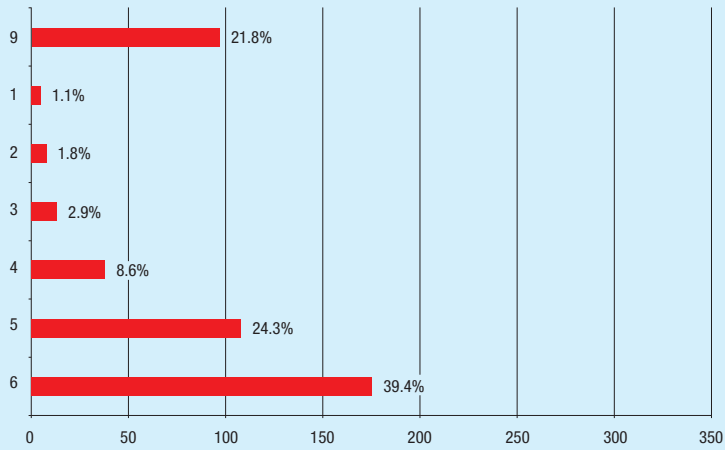
• Quel est votre degré de satisfaction relatif aux conseils des collaborateurs des sinistres de l'ECA ?



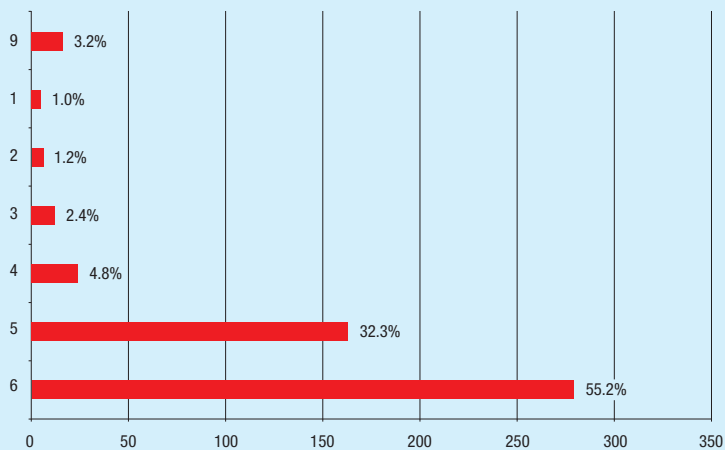
• Quel est votre degré de satisfaction relatif au comportement des collaborateurs des sinistres de l'ECA ?



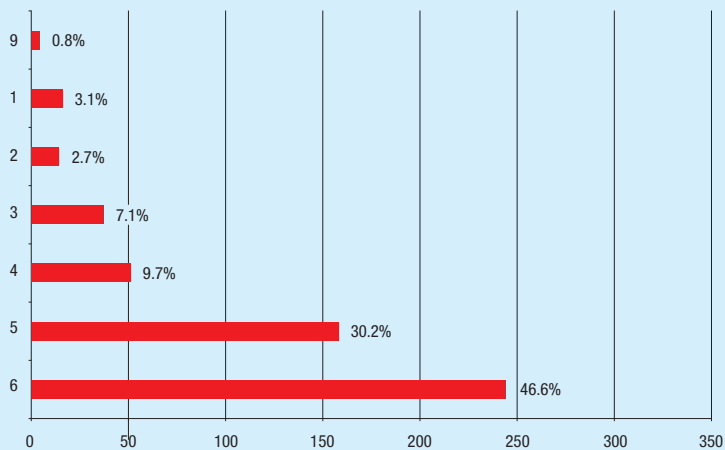
• Quel est votre degré de satisfaction relatif à l'aide apportée par les collaborateurs de l'ECA dans le cadre d'un soutien ?



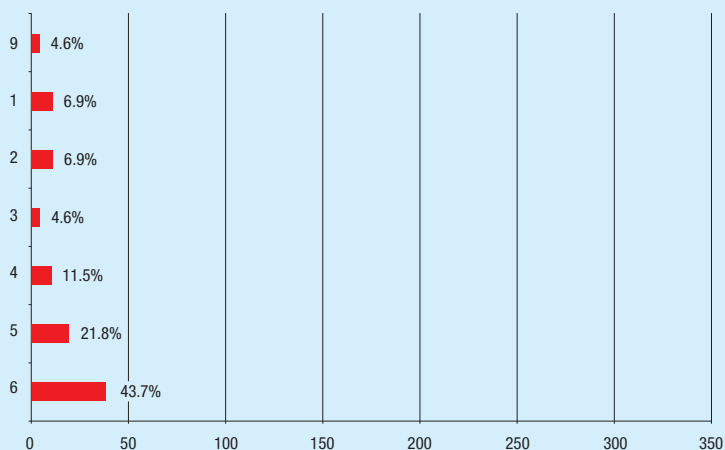
• Quel est votre degré de satisfaction relatif à la compréhension des lettres adressées par les collaborateurs de l'ECA ?



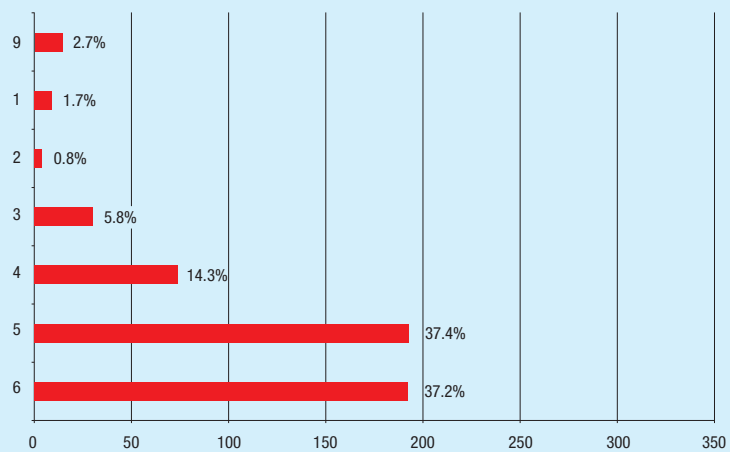
• Quel est votre degré de satisfaction relatif au montant de l'indemnité versé pour votre sinistre ?



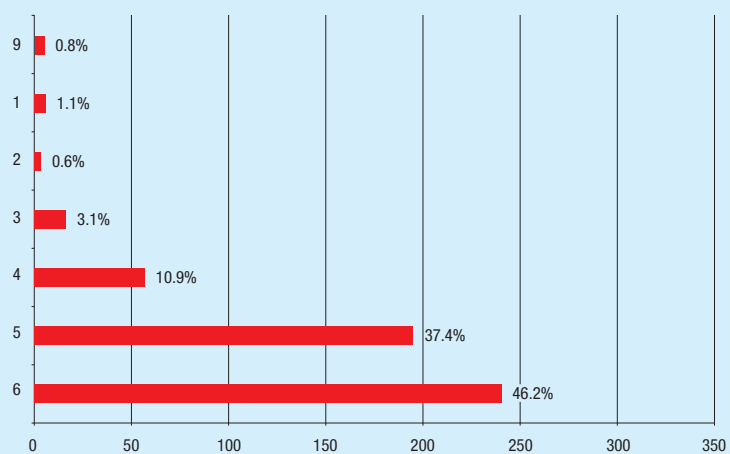
• De manière générale, quel est votre degré de satisfaction au sujet du traitement de votre sinistre ?



• Quel est votre degré de satisfaction relatif à la liquidation de votre plainte ?



• De manière générale, quel est votre degré de satisfaction relatif au rapport qualité / prix pour les prestations offertes par l'ECA JURA ?



• De manière générale, quel est votre degré de satisfaction de l'ECA JURA ?





